

S.O.F.I.E.
Association « Saint-Omer Flandre Interface d'Entreprises »

Maison du Développement Economique
16, Place Victor Hugo
62500 SAINT-OMER

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

AUDIT ET CONSEIL DS

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables de Lille
Inscrite à la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes

171 BIS RUE DE THEROUANNE - 62500 SAINT OMER

Ce rapport contient 26 pages

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **S.O.F.I.E.** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{ER} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante

A Saint Omer, le 20 mai 2025,

Le Commissaire aux Comptes,
AUDIT ET CONSEIL DS,
Représentée par
Stéphanie DESORME



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	32 628	30 312	2 316	4 509
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	43 057	38 284	4 773	7 381
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)		75 685	68 596	7 089	11 889
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	42 290	7 000	35 290	45 030
	Autres créances	109 063		109 063	145 870
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	280 091		280 091	339 449	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	20 403		20 403	15 554
	TOTAL (II)	451 847	7 000	444 847	545 903
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		527 532	75 596	451 936	557 792
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	292 419	404 125
	Résultat de l'exercice	(4 006)	(111 705)
	Total des fonds propres	288 414	292 419
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	288 414	292 419
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	33 754	45 908
	Total des provisions	33 754	45 908
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 706	61 770
	Dettes fiscales et sociales	77 888	156 891
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	175	700
	Produits constatés d'avance		103
	Total des dettes	129 768	219 464
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		451 936	557 792
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(4 005,79)	(111 705,13)
(1) Dont à moins d'un an		129 768	219 464
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			



Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	13 968	23 347
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	574 300	594 059
	Dons		
	Cotisations	37 170	34 705
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	1	14
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	137 154	159 022
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	762 593	811 148
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	395 940	440 796
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 811	12 117
	Rémunération du personnel	259 972	349 618
	Charges sociales	104 463	124 023
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	5 736	8 321
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	25	5
	Total des charges d'exploitation	769 947	934 879
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(7 354)	(123 732)
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	3 270	2 282
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	3 270	2 282
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(4 083)	(121 449)
	Produits exceptionnels	806	50 296
	Charges exceptionnelles	728	50 552
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	78	(256)
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		10 000
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	766 669	873 726
	TOTAL DES CHARGES	770 675	985 431
	EXCEDENT ou DEFICIT	(4 006)	(111 705)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		



Annexes



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **451 936 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **766 669 euros** et un total **charges** de **770 675 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-4 006 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Objectif social de l'association

La mission essentielle de l'association est de conduire un programme de développement économique portant sur le développement des entreprises existantes, la promotion du territoire et l'implantation de nouvelles entreprises, d'associer et de coordonner les acteurs territoriaux concernés par ce programme et de mettre en oeuvre les actions relevant de ce programme.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés

Certaines ressources reçues sont affectées à un projet de l'Association. Celle-ci s'engage à les affecter à un projet déterminé, conformément à la convention signée avec le financeur. En fin d'exercice, la partie des ressources dédiées par le tiers financeur à des projets définis qui n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris, est comptabilisé au compte de passif « Fonds dédiés », avec pour contrepartie une charge. Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Informations sur les postes du compte de résultat

Art. 431-9 règlement comptable ANC n°2018-06

> L'association a perçu des subventions pour 574 300€ décomposées comme suit :

- Pour le fonctionnement de l'association: 527 200€ financées par la Communauté d'agglomération du Pays de St Omer, la Communauté de Communes du Pays de Lumbres et de la Communauté de Communes de la région d'Audruicq,

- Pour l'étude faisabilité du projet "Cités des industries": 21 600€ financées par ARC France,

- Pour le salon du travail: 16 500€ financées par la Communauté d'agglomération du Pays de St Omer, la Communauté de Communes du Pays de Lumbres et la Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités.

- Pour l'embauche d'apprentis: 9 000€ financées par l'Etat.

> L'association a perçu 125 000€ financés par la CAPSO pour le fonctionnement et l'animation de la MDE de la CAPSO.

> L'association a facturé 11 000€ à la CCI Région des Hauts-de-France pour la gestion du port de Arques.

Informations sur les postes du bilan

- Le poste "autres dettes fiscales et sociales" comprend un acompte de 30 000€ perçu par la Région Hauts-de-France, relative à la convention du programme Territoires d'Industrie 2023-2025.

- Le poste "autres créances" comprend le solde de 106 100€ à recevoir de la CAPSO relative à la convention de fonctionnement 2024.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	32 628					32 628
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 628					32 628
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	42 121		936			43 057
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 121		936			43 057
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		74 749		936			75 685



Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	28 119	2 192		30 312
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 119	2 192		30 312
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	34 740	3 544		38 284
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34 740	3 544		38 284
TOTAL		62 860	5 736		68 596



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	45 908		12 154	33 754
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	45 908		12 154	33 754
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	7 000			7 000
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	7 000			7 000
TOTAL GENERAL		52 908		12 154	40 754

Dont dotations et reprises {	- d'exploitation - financières - exceptionnelles		12 154
------------------------------	--	--	--------

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

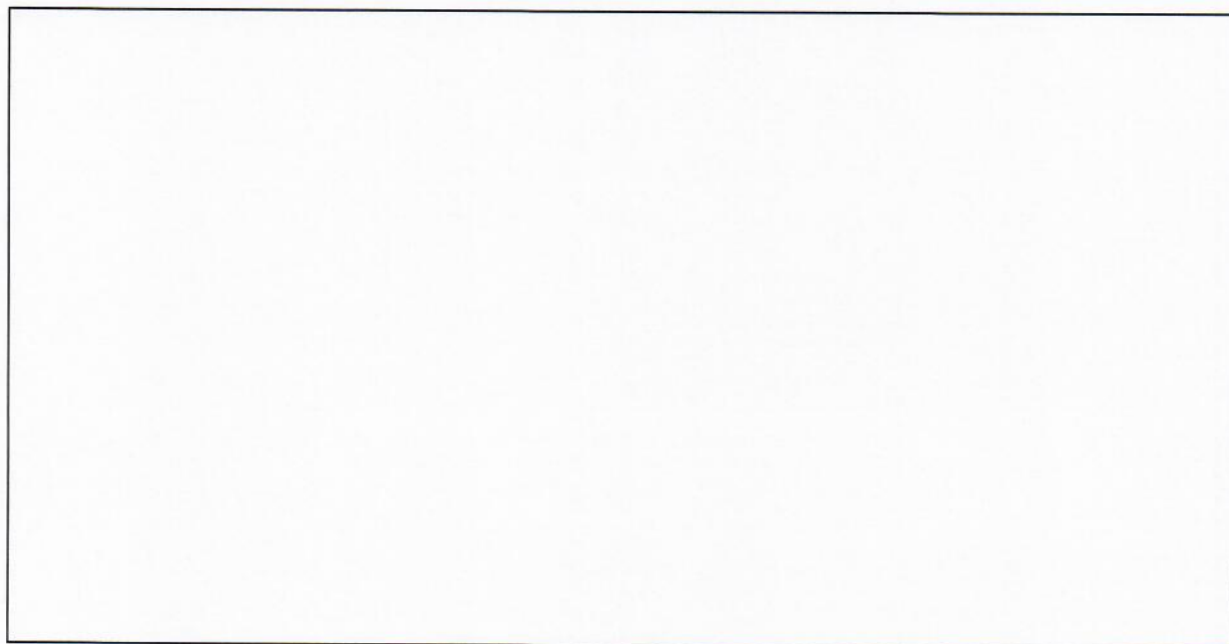
	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations		
	Prêts		
	Autres immobilisations financières		
	Clients douteux ou litigieux	7 000	7 000
	Autres créances clients	35 290	35 290
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 731	1 731
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers	106 832	106 832
	Groupe et associés		
	Débiteurs divers	500	500
	Charges constatées d'avance	20 403	20 403
	TOTAL DES CREANCES	171 756	171 756
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	51 706	51 706	
	Personnel et comptes rattachés	16 504	16 504	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	29 672	29 672	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	31 712	31 712	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés			
	Autres dettes	175	175	
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance			
	TOTAL DES DETTES	129 768	129 768	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 070	18 812	2 257	12,00
Dettes fiscales et sociales	22 465	36 793	(14 327)	-38,94
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	65	480	(415)	-86,46
TOTAL	43 600	56 085	(12 485)	-22,26



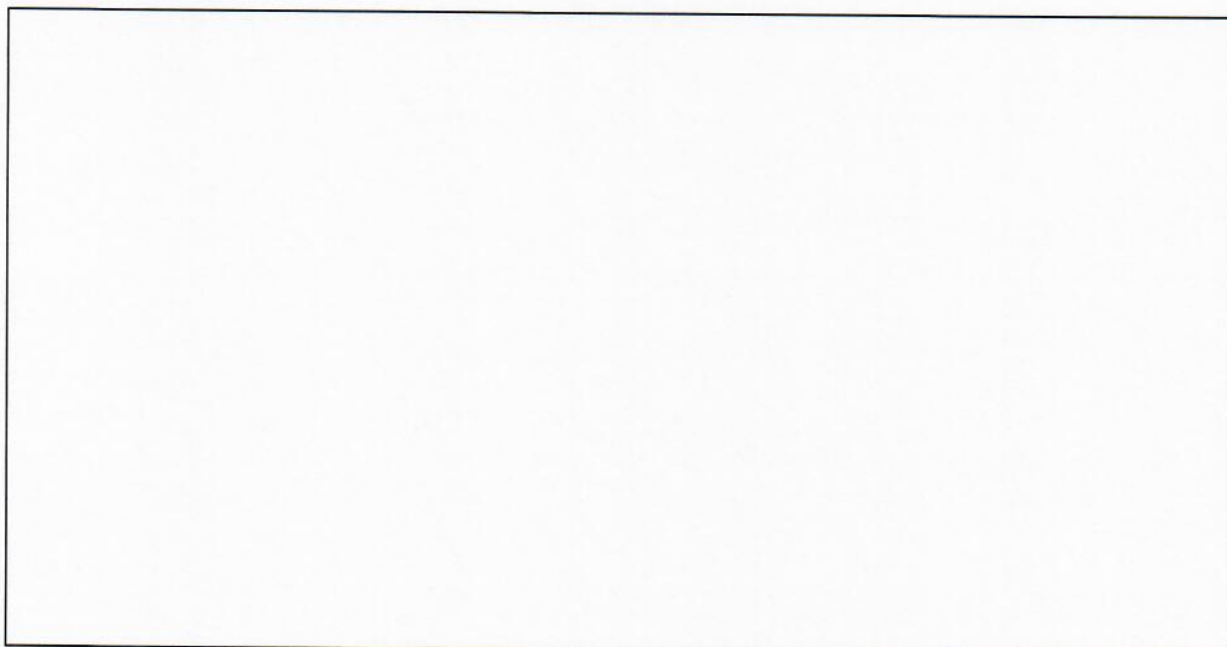
Charges à payer (détail) au 31/12/2024

Libellé	Montant
FNP - POLE SANTE TRAVAIL - LEA GOUBLAIRE	107
FNP - VALOXY PAIE 12/2024	183
FNP - CHARG LOC HAZ 2017/2018	3 600
FNP - CAC AUDIT ET CONSEILS 2024	2 650
FNP - SIMI 2024 HDF	9 000
FNP - LOC SALLE 2S2024	1 625
FNP - QUAI 1848 - GOUTER 17/12/24	400
FNP - LES ENCHANTEURS - PARUTION VDN 12/24	3 000
FNP - LA POSTE 12/2024	177
FNP - QUAI 1848 - 10/12/24	88
FNP - REPINFO COM 12/24	241
AAE - AVR00000281 - IMMOBILIERE COCQUEMPOT F1707	65
CAP - Provision CP au 31/12/24	14 900
CAP - Provision RTT au 31/12/24	123
CAP - Charges soc. sur prov CP	7 443
Totalisation	43 600



Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	20 403	15 554	4 849	31,18
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	20 403	15 554	4 849	31,18



Charges constatées d'avance (détail)

au 31/12/2024

Détail des charges constatées d'avance	Période		Exploitation	Financières	Exceptionnelles
	début	fin			
CCA - QUADIENT 290924-280925	01/01/2025	28/09/2025	477		
CCA - ETD SOLUTIONS - MAINT. SITE 150124	01/01/2025	14/01/2025	12		
CCA - GLORIENT 251124-240225	01/01/2025	24/02/2025	160		
CCA - REPINFO 240123-230126	01/01/2025	23/01/2026	451		
CCA - CB 06/06 AXA - MULTIRISQUE ASSO 01	01/01/2025	30/04/2025	257		
CCA - CB 06/06 AXA MULTIRISQUE INFO 0105	01/01/2025	30/04/2025	334		
CCA - CDI MEDIAS - SDT PARIS 2025			2 072		
CCA - ACTUALIS 180224-170225			97		
CCA - CAP FINANCIALS - 180124-170125			238		
CCA - JOURNAL DES ENTREPRISES - MDE			165		
CCA - SALESFORCE.COM FRANCE 250724-24072			726		
CCA - ECONOMIE & TERRITOIRE 171122-16112			2 951		
CCA - STOCK GOODIES 31/12/2024			1 053		
CCA - PARIS JE TE QUITTE - TOP DEPART 01			1 690		
CCA - CDI - SDT PARIS 2025			2 072		
CCA - PARIS JE TE QUITTE - 010924-310820			2 920		
CCA - VALEUR & VALEUR CONSEIL - ATELIERS			3 600		
CCA - GROUPAMA MISSION COLLAB 2025			1 128		
Totalisation			20 403		



Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	2 424	361	2 063	571,27
Autres créances	111 249	145 745	(34 496)	-23,67
TOTAL	113 673	146 106	(32 433)	-22,20



Produits à recevoir (détail) au 31/12/2024

Libellé	Montant
FAE - FAC1729 - AAC - Loc bureaux 11-12/24	150
FAE - CMA ST OMER 4T24 F1717	64
FAE - INITIATIVE PAYS ST OMER 4T24 F1715	51
FAE - ACHETEZ PAYS ST OMER 4T24 F1718	726
FAE - FAC1719 - SQUARE HABITAT - Loc salle 17/04/24	65
FAE - FAC00001724 - CJD - Loc salle 2024	200
FAE - FAC1726 - LEA - Loc salle 2024	200
FAE - SOCIETE GENERALE F1714	400
FAE - CROC LA VIE F1713	400
FAE - CCI HDF 11-12/24 F1716	167
PAR - AIDE APPRENTI 12-2024 LEA	500
Subvention CAPSO à recevoir	106 100
Taxe sur les salaires à recevoir	732
Intérêts financiers à recevoir	3 270
IJSS à recevoir	646
Totalisation	113 673



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	404 125		111 705	292 419
Résultat de l'exercice	(111 705)	111 705	4 006	(4 006)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	292 419	111 705	115 711	288 414



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
TOTAL				

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		4	
	Professions intermédiaires			
	Employés		1	
	Ouvriers			
	TOTAL		5	

--



Annexe libre

Etat exprimé en euros

Provision pour indemnités de départ à la retraite

L'association a procédé à l'évaluation de l'engagement social pour départ à la retraite de ses salariés (indemnités prévues dans la convention collective des Organismes de Développement Economique). La provision au 31/12/2024 s'élève à 34KE (charges sociales incluses). La méthode de calcul retenue pour évaluer l'engagement est la méthode des unités de crédits projetées. Les critères suivants ont été retenus pour évaluer l'engagement :

- Départ volontaire à 64 ans
- Taux de turn over faible
- Taux de progression annuelle des salaires = 2%
- Taux d'actualisation = 3.35 %
- Table de mortalité = Insee 2016-2018

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel dégage un produit de 78€ sur l'exercice et se décompose comme suit:

- Les produits exceptionnels s'élèvent à 806€ et contiennent des régularisations diverses de clients et fournisseurs.
- Les charges exceptionnelles s'élèvent à 728€. Il s'agit d'une indemnisation versée à l'Agence France Presse pour le règlement d'un litige suite à l'utilisation d'une image.

